



HAL
open science

Les 20 ans de l'autogolpe de Fujimori : la montée du “ fujimorisme ”

Gustavo Pastor

► **To cite this version:**

Gustavo Pastor. Les 20 ans de l'autogolpe de Fujimori : la montée du “ fujimorisme ”. Les Études du CERI, 2012, n° 189-190, pp.39 - 42. hal-04578154

HAL Id: hal-04578154

<https://sciencespo.hal.science/hal-04578154>

Submitted on 16 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

Les 20 ans de l'autogolpe de Fujimori : la montée du « fujimorisme »

Gustavo Pastor

L'autogolpe (coup d'État civil) du 5 avril 1992 constitue sans doute l'un des événements politiques les plus importants de l'histoire contemporaine péruvienne. En effet, les mesures prises par le président Fujimori au cours des deux premières années de son mandat (1990-2000) auront des conséquences permanentes sur les structures économiques et politiques du pays. Rappelons brièvement les principaux événements qui ont conduit à l'autogolpe. En juillet 1990, le gouvernement d'Alan Garcia s'achevait au milieu d'un grand chaos économique et social résultant d'une très mauvaise gestion de la crise de la dette. Ainsi, en 1989, l'économie péruvienne s'était contractée de 11,9 % du PIB, l'inflation avait atteint 2 775,3 % et le pouvoir d'achat avait diminué de 36 %. La guérilla du Sentier lumineux, de son côté, avait considérablement gagné du terrain. En 1989, le Sentier lumineux avait perpétré 3 149 attaques, causé 2 878 morts et constituait donc une véritable menace à la continuité politique de l'ordre constitutionnel péruvien. C'est dans ce contexte socio-économique assez catastrophique que les élections présidentielles et parlementaires de 1990 se sont déroulées. Rien néanmoins ne permettait d'anticiper le « tsunami » politique qui se préparait en coulisse. Le système politique péruvien semblait désigner tout naturellement le candidat du Front démocratique (Frente Democrático, FREDEMO), Mario Vargas Llosa, comme le successeur du président Alan Garcia. Le prestigieux écrivain avait en effet obtenu le soutien de toute la classe dirigeante péruvienne (cadres politiques, groupes économiques, medias, Église, etc.). Face à un système de partis politiques fortement délégitimé, un petit parti politique va émerger, Cambio 90, soutenant la candidature d'un universitaire d'origine japonaise, Alberto Fujimori, qui était jusque-là totalement inconnu de la classe politique péruvienne. Son image d'homme proche du peuple et son message – « honnêteté, technologie et travail » – vont toutefois marquer profondément l'inconscient des électeurs péruviens qui le porteront à la présidence de la République en seulement quelques semaines.

Dépourvu à la fois du soutien d'un parti politique implanté de longue date, de la majorité au Parlement et d'un plan de gouvernement opérationnel, le nouveau président doit improviser et revenir sur certaines promesses électorales. En effet, Fujimori s'était engagé durant sa campagne à ne pas appliquer le programme économique radical proposé par Vargas Llosa, engagement politique qui lui avait d'ailleurs valu le soutien décisif des partis de gauche et du centre gauche. Une fois au pouvoir, Fujimori, sous l'influence des gouvernements étrangers, des institutions internationales et de conseillers péruviens et étrangers, fera œuvre de pragmatisme en reprenant à son compte les réformes économiques néolibérales de son adversaire. Un autre élément important des premières heures du « régime Fujimori » sera la formation d'une alliance politique entre le pouvoir exécutif, la haute direction des forces armées et une équipe de professionnels indépendants (technocrates)¹. Cette coalition de pouvoirs s'engageait alors à mettre en œuvre un projet politique à long terme qui devait assurer le développement, la modernisation et la pacification du pays. Ce régime civilo-militaire, très peu soucieux de l'État de droit et des institutions politiques péruviennes, est connu sous le nom de « fujimorisme² ».

¹ Ce groupe de professionnels indépendants (principalement composé d'économistes) était très proche des principaux groupes entrepreneuriaux péruviens, des organisations patronales et des institutions financières internationales.

² J. Cotler, R. Grompone, *El Fujimorismo: ascenso y caída de un régimen autoritario*, Lima, IEP, 2000.

L'ÉCONOMIE, LE SENTIER LUMINEUX ET L'AUTOGOLPE

Le succès du président Fujimori dépendait principalement de deux facteurs : sa capacité à redresser l'économie et à entraver la progression militaire du Sentier lumineux. Sur le plan économique, le nouveau président va s'appuyer sur une équipe de technocrates péruviens et internationaux pour appliquer un programme draconien de stabilisation économique (1990-1991). Ces réformes radicales visaient à changer le modèle économique pour tendre vers une industrialisation par substitution d'exportations, ouvrir le marché intérieur et libéraliser le commerce. Le gouvernement péruvien va ensuite signer des accords avec la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le Club de Paris et les banques privées pour recommencer à payer sa dette externe, accéder à de nouveaux crédits et se réinsérer sur le marché des capitaux internationaux. Afin d'honorer ses engagements, le gouvernement devait reprendre le contrôle de ses finances publiques et remplir rapidement les caisses de l'État. Les recettes fiscales étant très faibles (seulement 4,9 % du PIB en 1991), le gouvernement créa, pour redresser cette situation, la Super-intendance nationale des douanes et de l'administration fiscale (Superintendencia Nacional de Aduanas y de Administración Tributaria, SUNAT)³. Parmi d'autres mesures radicales prises pour alimenter les caisses de l'État se distinguent : la vente (privatisation) des principales entreprises de l'État, la réduction de moitié des fonctionnaires de l'administration publique, la rigueur dans les dépenses étatiques, la dérégulation du marché du travail, la forte dévaluation de la monnaie (pour augmenter les prix aux niveaux internationaux), la suppression des subventions⁴. D'autre part, l'État péruvien va chercher à attirer des capitaux et des investisseurs étrangers en supprimant tous les contrôles sur les marchés de changes et de capitaux et en augmentant le taux d'intérêts du pays. Le programme de stabilisation économique rencontre un rapide succès, principalement parce que le gouvernement montre une grande détermination politique et s'entoure de professionnels compétents pour appliquer les nouvelles orientations économiques.

Dans la guerre contre le Sentier lumineux, le nouveau gouvernement s'appuie sur le haut commandement des forces armées et sur les services des renseignements. Dès 1991, il essaie de faire voter de nombreux projets de lois destinés à combattre frontalement les « groupes terroristes ». Toutefois, le Parlement, qui s'était majoritairement prononcé en faveur des réformes économiques, se montre beaucoup moins coopératif avec l'exécutif en matière de sécurité intérieure. Au début de l'année, le conflit éclate lorsqu'il déclare son intention de réviser les 20 décrets d'urgence émis par l'exécutif en matière de pacification et de défense nationale. La majorité des parlementaires estimait en effet que ces décrets conféraient trop de prérogatives aux militaires et comportaient donc trop de risque en matière de respect des droits de l'Homme et, en définitive, qu'ils visaient à redéfinir l'équilibre des pouvoirs entre les forces armées et les autorités civiles dans les zones menacées par le Sentier lumineux. Selon Degregori et Rivera, l'incapacité du président Fujimori à se défaire de l'alliance politique conçue avec les forces armées dans le cadre de la lutte anti-terroriste expliquerait sa décision d'éliminer l'opposition au Parlement⁵. Quelques heures avant le vote de l'Assemblée sur la révision de ces décrets, Fujimori apparaît à la télévision pour annoncer la dissolution du Parlement, la suspension de la Constitution, l'intervention des gouvernements locaux et du pouvoir judiciaire ainsi que la composition immédiate d'un « nouveau gouvernement d'urgence et de reconstruction nationale ». Selon le président, toutes ces mesures étaient destinées à solutionner les graves problèmes du pays en évitant l'obstruction systématique des autres pouvoirs de l'État (jugés corrompus et inefficaces).

³ La SUNAT est un organisme étatique indépendant qui devait entièrement revoir le système de recouvrement des impôts.

⁴ B. Revesz, « Pérou : érosion des institutions et incertitudes économiques », in G. Couffignal (dir.), *Amérique Latine 2000*, Paris, La Documentation française, 2000, pp. 151-167.

⁵ C. I. Degregori, C. Rivera, « Perú 1980-1993: Fuerzas armadas, subversión y democracia », *Documento de trabajo* n°53, Documentos de Política n°5, Lima, IEP, juillet 1993.

L'*autogolpe* est déclaré la nuit du 5 avril 1992 avec l'appui des forces armées et de la police qui sortent immédiatement dans les rues pour appliquer l'état d'urgence et assigner à domicile un certain nombre d'hommes politiques, journalistes et autres leaders d'opinion. Le plus surprenant est l'appui massif de la population aux mesures exceptionnelles prises par le gouvernement : en effet, selon tous les sondages, environ 80 % des péruviens se déclarent favorables au changement. L'ensemble de la classe politique, prise par surprise, se montre totalement incapable d'empêcher la rupture de l'ordre démocratique. L'*autogolpe* s'accompagne en outre d'une série de décrets présidentiels qui destituent les juges indépendants et donnent aux forces armées le contrôle total de la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues. Acclamé à l'intérieur du pays, l'*autogolpe* de Fujimori l'est moins à l'extérieur ; la communauté internationale et les organismes multilatéraux réprouvent la rupture de l'ordre démocratique. La multiplication progressive des pressions économiques internationales sur le gouvernement contraint le président Fujimori à rétablir l'ordre démocratique en convoquant de nouvelles élections parlementaires.

LES CONSÉQUENCES POLITIQUES DE L'AUTOGOLPE ET DU « FUJIMORISME »

Les conséquences politiques de l'*autogolpe* sont considérables. Les élections sont organisées en novembre 1992 pour consacrer une nouvelle forme de pouvoir législatif : l'ancien Parlement – deux chambres (députés et sénateurs) et 240 représentants – est remplacé par un Congrès unique de 120 membres. Celui-ci est alors chargé de rédiger une nouvelle Constitution qui intègre les nouvelles règles du jeu édictées par le « régime Fujimori » en matière économique et de sécurité intérieure. Les partis politiques traditionnels cherchent à délégitimer l'*autogolpe* en s'abstenant en majorité au moment de l'élection de cette nouvelle assemblée. Mais le seul résultat de cette action est de garantir au parti du président l'obtention d'une large majorité au Congrès. Parmi les principaux changements politiques introduits par la Constitution de 1993, mentionnons la réélection présidentielle, la révision des formes de scrutin, la redéfinition de la représentation politique selon les différentes régions du pays, l'arrêt du processus de décentralisation administrative, le durcissement des peines liées au délit de terrorisme, la redéfinition du rôle économique de l'État notamment. La Constitution est ensuite ratifiée par un référendum présenté à la population comme une sorte de validation des bons résultats du gouvernement Fujimori en matière économique et sécuritaire⁶.

L'acharnement du « régime » à se maintenir au pouvoir plusieurs quinquennats successifs se révèle *in fine* assez néfaste pour le pays, et ce, à plusieurs titres. Tout d'abord, l'exécutif va s'accoutumer à utiliser les ressources et les services de l'État pour servir ses intérêts politiques au détriment de l'intérêt public. Les programmes sociaux, ciblés sur les populations les plus vulnérables, seront clairement utilisés pour constituer une clientèle électorale solide et fidèle au président Fujimori. « El Chino », surnommé ainsi en raison de ses origines, parcourait tout le pays en inaugurant des bâtiments publics et en distribuant aliments, médicaments, ordinateurs pour les écoles, tracteurs pour les paysans, etc. Plus tard, le régime n'hésitera pas à utiliser les services de renseignements, le pouvoir judiciaire ou l'administration fiscale pour persécuter les opposants au régime. Ensuite, l'extrême personnalisation du pouvoir voulue par le président Fujimori et son entreprise de décrédibilisation de toutes les autres institutions politiques du pays coûteront très cher à la démocratie péruvienne qui verra le système

⁶ Le gouvernement va réussir à capturer Abimael Guzman et la haute direction du Sentier lumineux en septembre 1992, et parviendra à négocier un accord de paix en octobre 1993. L'économie péruvienne va connaître une nette amélioration avec une croissance de son PIB qui culminera à 11,9 % en 1994. Le « oui » au référendum l'emportera néanmoins de justesse (52,7 %) grâce à l'appui de Lima. Les provinces, pour leur part, verront d'un mauvais œil l'arrêt du processus de décentralisation.

des partis politiques s'effondrer⁷. À partir de cette époque, les candidats indépendants vont être perçus par les électeurs comme étant les mieux placés pour apporter des solutions efficaces aux problèmes du pays. Enfin, la déprofessionnalisation et la corruption de tous les pouvoirs de l'État vont consacrer une forme de « démocratie dégradée » qui ternira durablement l'image de l'État péruvien dont l'efficacité et la légitimité sont aujourd'hui encore suspectes aux yeux des citoyens⁸. Finalement, le modèle autoritaire de Fujimori explose sous l'effet de ses propres contradictions en 2001. En effet, si l'autoritarisme du système fujimoriste avait pu s'avérer très utile pour reprendre le contrôle de l'économie et pacifier le pays, il ne permettra pas d'appliquer les réformes politiques de « seconde génération » visant à lutter contre la corruption au sein de l'État et à augmenter sa compétitivité (capacités administratives). Le président Fujimori et ses associés ont fini en prison, mais des velléités d'instaurer un régime autoritaire de *mano dura*, avec le concours des civils, s'expriment encore au sein de la haute direction des forces armées ainsi que dans une minorité de la population péruvienne toujours prête à appuyer ce genre d'initiatives. Aujourd'hui, le président Humala, de formation militaire, semble préférer l'ordre démocratique à l'ordre autoritaire. Cependant, la présence de certains militaires au gouvernement, la réapparition de la menace sécuritaire du Sentier lumineux et l'isolement politique grandissant du président nous font entrevoir quelques similitudes avec les premières années de l'ère Fujimori. Reste à espérer qu'Humala ne bifurquera pas de chemin !

⁷ Sur ce sujet, consulter les ouvrages de M. Tanaka, *Los espejismos de la democracia: el colapso del sistema de partidos en el Perú, 1980-1995*, Lima, IEP, 1998, et N. Lynch, *Una tragedia sin héroes. La derrota de los partidos y el origen de los independientes. Perú, 1980-1992*, Lima, UNMSM, 1999.

⁸ Voir O. Dabène, *Amérique latine, la démocratie dégradée*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1997.